

15 octobre 2023

## L'histoire de Gaza, ou la fabrique d'une poudrière

Par Benjamin Barthe

Bizarrerie géographique depuis la création d'Israël, bastion de la résistance palestinienne, sous blocus depuis 2007 après la victoire du Hamas aux législatives, l'enclave s'est transformée en volcan. A l'aube du 7 octobre, elle est entrée en éruption.

Le 11 septembre 2005, le dernier drapeau israélien flottant sur la bande de Gaza est ramené. Après avoir évacué les colons juifs qui y étaient implantés, les troupes de l'État hébreu abandonnent le territoire palestinien qu'elles avaient conquis en 1967, lors de la guerre des Six-Jours. Bastion de la résistance à l'occupation israélienne, Gaza bascule sous le contrôle intégral de l'Autorité palestinienne, en application du plan de « désengagement » voulu par le premier ministre israélien de l'époque, Ariel Sharon. Moment de vertige. L'enclave côtière de 360 kilomètres carrés et de deux millions d'habitants, concentré de colère et de misère, allait-elle faire ses adieux aux armes ? Allait-elle devenir la vitrine des rêves d'indépendance des Palestiniens, le prototype de l'État auquel ils aspirent ?

Un multimillionnaire juif américain, familier des grands de ce monde, est chargé de guider ses pas : James Wolfensohn. À 73 ans, l'ex-président de la Banque mondiale, tout juste retraité de l'institution, a accepté la casquette d'envoyé spécial du Quartet (États-Unis, Union européenne, Russie, Nations unies). Sa mission consiste à redresser l'économie de la langue de sable, saignée à blanc par la répression de la seconde Intifada (2000-2005). En usant de son carnet d'adresses, le philanthrope new-yorkais a déjà récolté 9 milliards de dollars de promesses de dons. Vu de l'étranger, l'espoir ne semble pas interdit. L'éditorialiste du *New York Times* Thomas Friedman prédit même à Gaza un destin de « *Dubaï sur la Méditerranée* ».

Ce pronostic laisse aujourd'hui un goût amer. Placé sous blocus depuis 2007, bombardé à intervalles réguliers, le réduit palestinien s'est transformé en volcan. Et, à l'aube du 7 octobre, il est entré en éruption. Couverts par des salves de roquettes, plus d'un millier d'hommes en armes du Hamas, le mouvement islamiste qui dirige le territoire depuis 2006, ont percé la clôture fortifiée qui le sépare d'Israël. Les infiltrés ont déferlé sur les localités juives voisines, en pick-up, à moto et même en ULM, semant la terreur sur leur passage. Bilan de cet assaut : au moins 1 300 morts, des civils pour l'immense majorité, et au moins 120 kidnappés d'après l'armée israélienne. La pire tuerie d'Israéliens depuis la création de l'État hébreu en 1948.

En retour, une pluie de bombes et de missiles s'est abattue sur la bande de Gaza, décimant des familles entières. Des immeubles de plus de dix étages sont pulvérisés l'un après l'autre. Plus de 2 200 personnes, des civils pour la plupart là aussi, ont déjà péri dans cette opération qui ne fait probablement que commencer.

Dix-huit ans après le retrait de 2005, l'armée israélienne pourrait à nouveau investir la bande de Gaza, comme elle l'a fait en 2014, lors de l'opération « *Bordure protectrice* ». Des plans sont en préparation dans l'hypothèse d'une campagne de longue durée, destinée à démanteler l'infrastructure militaire du Hamas. Dans l'esprit des dirigeants israéliens, le mouvement palestinien est « *le nouvel "État islamique"* », « *un fléau que même le diable n'a pas créé* », selon les termes d'Eli Cohen, le chef de la diplomatie de l'État hébreu. Et « *l'ancre* » de ce mal absolu est Gaza.

### « Nid de guêpes »

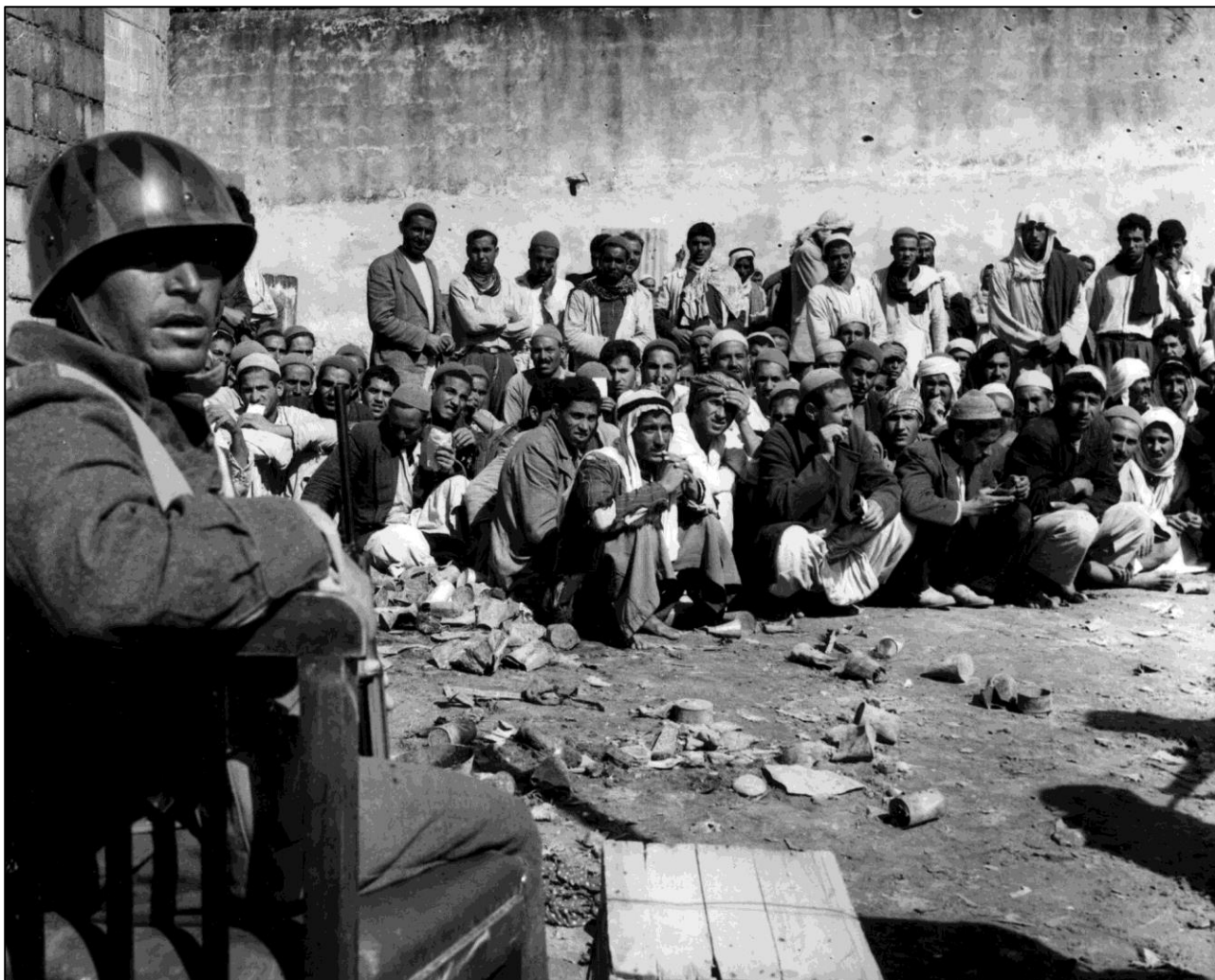
Le processus de stigmatisation de l'enclave palestinienne a une histoire ancienne. Dans l'Israël du début des années 1990, après la première Intifada (1987-1993), l'expression « *lekh le-Azza !* » (« *va à Gaza !* ») était la version hébraïque du « *va au diable !* » occidental.

Avant même que ne débutent les attentats-suicides qui ont marqué cette décennie, ce lieu était perçu à la fois comme dangereux et repoussant. Un « *nid de guêpes* » ou un « *tas de fumier* », écrit la journaliste israélienne Amira Hass, dans son ouvrage *Boire la mer à Gaza* (La Fabrique, 2001).

Cette bizarrerie géographique est pourtant le fait des fondateurs d'Israël. A la fin de l'année 1948, en pleine « guerre d'indépendance », David Ben Gourion, premier chef de gouvernement du nouvel État, renonce à attaquer Gaza où sont retranchées les troupes égyptiennes venues au secours des Palestiniens. En 1949, l'armistice signé avec Le Caire donne naissance à cet étroit territoire, peuplé de ses 80 000 habitants originaux, et de 200 000 réfugiés qui ont été expulsés de leur domicile, plus au nord et à l'est, par les milices sionistes. De peur qu'un foyer d'agitation nationaliste palestinien n'y éclore, Ben Gourion cherche à le neutraliser.

Dans son *Histoire de Gaza* (Fayard, 2012), l'universitaire Jean-Pierre **Filiu** explique que le premier chef de gouvernement de l'État hébreu proposa aux Nations unies d'annexer ce territoire, en contrepartie d'une réinstallation des réfugiés sur le sol israélien. Les Égyptiens s'y opposèrent, sans pour autant étendre leur souveraineté sur la bande de Gaza. Ils devinrent, par défaut, les administrateurs de la région. Et c'est ainsi que cette anomalie née de la guerre s'est installée dans la durée.

C'est là, dans les années 1950, que la résistance palestinienne réalise ses premiers faits d'armes. Israël répond par une première occupation de Gaza, de novembre 1956 à mars 1957. Un épisode qui cause la mort d'un millier de Palestiniens. « *Si l'on ajoute au nombre de morts celui des blessés, emprisonnés et torturés, environ un habitant sur cent du territoire a été frappé dans sa chair par la violence de l'envahisseur* », écrit Jean Pierre Filiu.



*Un soldat israélien après l'offensive victorieuse de l'État hébreu dans la bande de Gaza et dans le Sinaï égyptien, le 19 novembre 1956. CHARLES HEWITT/GETTY IMAGES*

Les actions de guérilla des fedayins se poursuivent après l'occupation de 1967. Alors chargé du commandement du front sud, Ariel Sharon riposte, en 1971, en lançant ses blindés et ses bulldozers contre les camps de réfugiés. Rafles, liquidations, expulsions, démolitions de masse assomment Gaza. L'année suivante, changement de ton : Israël accorde aux Palestiniens des territoires occupés un « permis de sortie général », qui les autorise à circuler sans entraves entre la mer et le Jourdain. Le nombre de Gazaouis

travaillant sur le sol israélien, comme ouvrier, serveur, chauffeur, cuisinier ou jardinier, bondit aussitôt : 61 000 en 1973, contre 5 000 en 1968.

La manœuvre vise à diluer le nationalisme palestinien dans le marché du travail israélien. Et dans un premier temps, elle fonctionne. Les salaires empochés par les Palestiniens, nettement supérieurs à ce qu'ils gagnaient à Gaza, achètent une forme de paix sociale. Mais les effets de l'occupation et de la colonisation, avec leur cortège de violences et d'humiliations, reprennent vite le dessus. La première Intifada éclate en décembre 1987. Gaza est l'épicentre de ce soulèvement populaire que le ministre de la défense israélien, Yitzhak Rabin, promet de mater en « *brisant les os* » des jeunes lanceurs de pierres.

Le Hamas émerge à ce moment-là. Il s'appuie sur le réseau d'une organisation caritative religieuse, Al Moujamaa Al Islami (« le centre islamique »), qui s'est implantée dans la bande de Gaza avec le soutien – d'abord tacite, puis actif – de l'occupant. La bureaucratie militaire israélienne a misé sur cette excroissance des Frères musulmans, qui se désintéresse de la politique, pour affaiblir le camp nationaliste incarné par l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) de Yasser Arafat. Dans la bande de Gaza, entre 1967 et 1986, le nombre de mosquées affiliées à la confrérie est passé de 76 à 150. Quand le cheikh Ahmed Yassine, dirigeant du Moujamaa, décide, en 1987, de donner à la lutte contre l'occupant la priorité sur l'islamisation de la société, les bases du mouvement Hamas sont prêtes.

### **Mesure de précaution temporaire**

L'essoufflement de la première Intifada, en 1991, coïncide avec une mesure très importante : la révocation du « permis de sortie général ». D'un droit accordé à toute la population palestinienne, la liberté de circulation entre Gaza, Israël et la Cisjordanie, se transforme en un privilège, octroyé à quelques catégories sociales seulement – étudiants, hommes d'affaires et travailleurs en Israël. Cette décision, prise à la veille de la première guerre du Golfe (janvier-février 1991), est présentée comme une mesure de précaution temporaire.

Mais, dans les faits, sa portée est bien plus ambitieuse. Les généraux israéliens ont compris qu'en favorisant, à travers le « permis de sortie général », une réunification de Gaza et de la Cisjordanie, ils ont généré un dynamisme qui n'est pas étranger au déclenchement de la première Intifada. Les théoriciens en treillis de Tel-Aviv prônent désormais la « séparation ». Il s'agit de disloquer le corps social et politique palestinien. Les prémices du futur blocus de Gaza sont posées.

À ce nouveau régime de déplacement, s'ajoute une mesure couperet : le bouclage. Il suffit que l'armée en donne l'ordre pour que le checkpoint d'Erez, la porte de sortie de Gaza vers Israël et la Cisjordanie, se referme. La première injonction tombe en mars 1993, un an avant que le Hamas – qui refuse toute légitimité à Israël – ne lance une série d'attentats-suicides. Chaque jour de bouclage représente des centaines de milliers de shekels de salaire perdus.

Le paradoxe veut que le processus de paix d'Oslo démarre à ce moment. Yitzhak Rabin est devenu premier ministre. « *J'aimerais que Gaza sombre dans la mer, mais cela n'arrivera pas et une solution doit être trouvée* », déclare-t-il à cette époque. Des plans visant à établir aux portes de l'enclave des zones industrielles mixtes, avec du capital israélien et de la main-d'œuvre palestinienne, sont dressés. Mais, à chaque acte de violence du Hamas, l'état-major israélien resserre le carcan autour de Gaza. Bouclages, baisse du nombre de permis : ces mesures, dénoncées comme des « châtiments collectifs », font bondir le taux de chômage dans le territoire jusqu'à 70 %.

En 2000, alors qu'éclate la seconde Intifada, Israël accroît cette logique punitive. Le corridor ouvert quelques mois plus tôt pour faciliter les trajets vers la Cisjordanie est fermé. L'aéroport de Gaza, en service depuis un an, est bombardé en 2001. Les étudiants de Gaza inscrits dans une faculté de Cisjordanie se voient privés de permis de sortie. L'État hébreu, qui contrôle le registre d'État civil palestinien, bannit même les changements d'adresse entre les deux territoires. Les Palestiniens de Gaza résidant en Cisjordanie sans permis ad hoc sont renvoyés manu militari dans la bande de sable.

« *Durant les dix-sept dernières années de ma vie, je n'ai pu passer que quatre mois, en tout et pour tout, avec ma famille à Gaza* », expliquait, en 2008, Arij Hejazi, une ingénieure d'une trentaine d'années, bloquée à Ramallah où elle était partie étudier en 1992.

Arrive alors le retrait israélien de Gaza, en 2005. Mahmoud Abbas, qui a succédé à la tête de l'Autorité palestinienne à Yasser Arafat, décédé en 2004, y voit l'opportunité de relancer le processus de paix. Il espère

redonner un peu de crédit à son régime, usé par le fiasco du processus d'Oslo, et contenir ainsi la poussée du Hamas. Le mouvement islamiste estime, non sans raison, que le désengagement israélien est la conséquence de sa stratégie de harcèlement armé. Mais à Ramallah, les efforts du raïs pour coordonner le départ des 8 500 colons juifs se heurtent à la stratégie unilatérale d'Ariel Sharon, devenu premier ministre d'Israël.

Quelques mois avant le retrait, l'éminence grise du chef du gouvernement israélien, l'avocat Dov Weissglas, s'est confiée au journal *Haaretz*. « *La signification du désengagement, c'est le gel du processus de paix, a-t-il admis. Tout ce package qu'on appelle l'État palestinien, avec tout ce que cela implique, a été retiré indéfiniment de notre agenda. Le désengagement est comme du formol. Il apporte la quantité de formol nécessaire pour qu'il n'y ait pas de processus politique avec les Palestiniens.* » Le 11 septembre 2005, les hauts gradés de Gaza boycottent la cérémonie de départ de l'armée israélienne. Ils ont le sentiment qu'au lieu de leur remettre la clé du territoire, leurs homologues l'ont jetée dans les champs.

Le milliardaire James Wolfensohn s'attelle alors la tâche. Son principal instrument de travail s'appelle l'Agreement on Movement and Access (AMA), [un accord israélo-palestinien signé sous l'égide de Condoleezza Rice](#), la secrétaire d'État américaine de l'époque, dans le but de désenclaver le territoire. Le document prévoit la réouverture des points de passage et de la liaison routière avec la Cisjordanie, la mise en chantier d'un port et l'éventuelle remise en service de l'aéroport.

### **Stratégie du pire**

Mais, très vite, le scénario déraile. Le terminal de Karni, voie d'accès au marché israélien, n'ouvre que par intermittence. Les mauvais jours, un embouteillage de camions remplis à ras bord de tomates et de poivrons se forme devant ses grilles. Quand deux ou trois cargaisons parviennent à passer, dix doivent être jetées. Karni se transforme en cul-de-sac. Question de sécurité, répond Israël à ceux qui l'accusent de torpiller l'AMA. [Le 13 janvier 2005, six civils israéliens avaient été tués](#) par des miliciens du Hamas qui avaient réussi à s'infiltrer dans le terminal. Entre 2005 et 2006, les tirs de roquettes et de mortiers sur les localités du sud d'Israël – des projectiles de facture encore artisanale – augmentent de 300 %. La stratégie du pire des islamistes entretient la hantise sécuritaire israélienne.

Wolfensohn ne se décourage pas. Les scanners géants promis par l'AMA sont installés à Karni. Il garantit aux militaires israéliens, sceptiques, qu'ils peuvent détecter la moindre menace tapie dans la remorque d'un camion. Mais l'interlocuteur de Wolfensohn est Amos Gilad. Général à la retraite, chef du bureau politico-sécuritaire du ministère de la défense israélien, c'est l'homme du verrouillage de Gaza. « *Avec lui, la moindre demande peut prendre des mois, confiait à l'époque un diplomate occidental. Il ne dit jamais non, jamais oui, mais "il faut voir" ou bien "on va évaluer". Il est la machine qui prédisait toutes les excuses pour ne rien faire.* »

Les séances de travail entre l'équipe de Wolfensohn et Amos Gilad sont souvent houleuses. Mais, en janvier 2006, ces différends s'aplanissent. Le Hamas vient alors de remporter les élections législatives, conséquence logique du discrédit de l'Autorité palestinienne au sein de la population. Pour Washington, la priorité n'est plus tant de relever Gaza, que de faire tomber les islamistes. Sous l'influence d'Elliott Abrams, conseiller adjoint à la sécurité nationale et néoconservateur, rétif à toute pression sur Israël, la diplomatie américaine lâche l'envoyé spécial du Quartet, qui démissionne en avril 2006. Son dernier rapport dresse un constat de faillite : Karni fermé un jour sur deux, pas de port, pas d'aéroport, pas de corridor avec la Cisjordanie.

Keith Dayton, le coordinateur sécuritaire des États-Unis au Proche-Orient, relève le gant. Il propose de faire sortir la production gazaouie par l'Égypte, via deux autres terminaux, Kerem Shalom et Rafah. Mais ses efforts pour sauver l'AMA butent à leur tour sur l'intransigeance israélienne et sur les croche-pattes des faucons de Washington. « *Au lieu de reprendre espoir, les Palestiniens ont compris qu'ils étaient remis en prison. Avec 50 % de chômage, le conflit est inévitable* », confie Wolfensohn au quotidien *Haaretz*.

### **Nauffrage du Fatah**

À la mi-juin 2007, les forces du Fatah, fidèles à Mahmoud Abbas, sont défaites par le Hamas, au cours d'une guerre civile de cinq jours. Le mouvement islamiste s'empare de la totalité du pouvoir dans la bande de Gaza, sous le regard accablé des négociateurs palestiniens, qui ont travaillé d'arrache-pied pour redonner de l'oxygène à Gaza. « *Les gens de Dayton nous l'ont dit en privé, expliquait l'un d'eux. Si Karni, Rafah et Kerem Shalom avaient pu ouvrir avant le coup de force du Hamas, la situation aurait été complètement*

*différente. Il n'est pas interdit de se demander si les Israéliens n'ont pas favorisé délibérément l'ascension du Hamas. »*

Le 13 juin, un jour avant le naufrage du Fatah, Amos Yadlin, le chef du renseignement militaire israélien, avait été franc avec l'ambassadeur américain à Tel-Aviv. « *Israël serait heureux si le Hamas s'emparait de Gaza parce que l'armée pourrait alors traiter Gaza comme un État hostile* », avait-il dit dans la conversation, consignée dans un câble du département d'État américain, rendu public par WikiLeaks.

Les seize années qui suivent écrivent la chronique d'un cataclysme annoncé. Effectivement décrété « *entité hostile* » par Israël, le confetti de terre palestinien est placé sous un blocus quasi hermétique dès 2007. C'est l'occupation sous une autre forme, le contrôle à distance. « *L'idée est de mettre les Palestiniens au régime, sans les faire mourir de faim* », explique Dov Weissglas, qui, après l'accident vasculaire cérébral d'Ariel Sharon, est passé au service du nouveau chef de gouvernement israélien, Ehoud Olmert.

Les diététiciens de l'armée israélienne ont calculé la ration calorique permettant de maintenir le Gazaoui moyen juste au-dessus du seuil de malnutrition : 2 279 calories par personne et par jour. A partir de cette estimation, l'état-major a déterminé que 131 camions seraient autorisés à entrer dans Gaza chaque jour. Mais, selon l'ONG israélienne Gisha, spécialisée dans les problèmes d'accès à Gaza, leur nombre a souvent été inférieur.

La liste des produits interdits, accusés de « double usage », déroute les observateurs. « *Avez-vous déjà vu des bombes à base de lentilles ? Quelqu'un va-t-il vous tuer avec un macaroni ?* », s'interroge l'élue démocrate américain Brian Laird, de retour en 2009 d'une visite dans le territoire sous cloche. La contrebande transitant par les tunnels de Rafah, florissante à la fin des années 2000, permet d'éviter de trop graves pénuries.

À intervalles réguliers, les chasseurs-bombardiers israéliens attaquent Gaza, en réponse à des tirs de roquettes du Hamas ; 2008-2009, 2012, 2014 et 2021 : quatre guerres se succèdent, provoquant la mort de milliers de Palestiniens. Il s'agit de « *tondre le gazon* », expliquent les stratèges israéliens, de maintenir les capacités offensives du Hamas à un stade supportable. Une recette de guerre perpétuelle.

*Analyse : [Israël-Gaza : pourquoi l'histoire se répète](#)*

À intervalles réguliers aussi, le Hamas et le Fatah annoncent un projet de réconciliation, voire la formation d'un gouvernement d'unité nationale. Mais ces initiatives avortent avec une constance de métronome. Ni l'un ni l'autre de ces deux mouvements rivaux n'est concrètement prêt à partager le maigre pouvoir qu'il exerce dans son fief.

Pressé par la communauté internationale, le Hamas réforme en 2017 sa charte, un texte souvent abscons, truffé de saillies antisémites. Le nouveau document, plus présentable, parle d'un État en Cisjordanie et dans la bande de Gaza comme d'une « *base commune à toutes les factions palestiniennes* ». Mais il ne franchit pas le pas de la reconnaissance d'Israël, la condition sine qua non des chancelleries occidentales pour ouvrir le dialogue avec lui.

En 2018 et 2019, le Hamas et d'autres factions palestiniennes encadrent les « marches du retour » organisées le long de la clôture de Gaza. Une initiative de la société civile gazaouie, pour protester contre un blocus étouffant. La mobilisation est réprimée avec brutalité. En un an, les snipers israéliens fauchent près de 200 vies. On compte 7 100 blessés par balles, des jeunes souvent mutilés à vie.

La rage qui monte à Gaza et le désespoir de sa population n'alertent pas Benyamin Nétanyahou, parvenu au pouvoir en 2009. Distribution de valises de dollars par le Qatar ; arrangements ponctuels et discrets avec Yahya Sinouar, le chef du Hamas, que les responsables israéliens ne sont pas loin de considérer comme un « pragmatique » ; bombardements soigneusement dosés : « Bibi » croit avoir trouvé la bonne formule pour contenir les islamistes et réaliser son grand dessein politique. « *Quiconque veut contrecarrer la création d'un État palestinien doit soutenir notre politique de renforcement du Hamas et de transfert d'argent au Hamas*, expliquait-il, en mars 2019, devant les parlementaires du Likoud. *Cela participe de notre stratégie : isoler les Palestiniens de Gaza de ceux de Cisjordanie.* » Un demi-siècle d'occupation a engendré un monstre à Gaza. Samedi 7 octobre, il s'est réveillé.

---

NB. En complément, [article du Monde](#) permettant de préciser quelques interventions militaires d'Israël à Gaza « *Plomb durci* » (2008-2009) et « *Pilier de défense* » (2012) suivies en juillet 2014 par « *Bordures protectrices* »